

École normale supérieure – concours B/L

Épreuve orale commune de sociologie

Session 2023

Jury : Laure Flandrin et Arnaud Pierrel

Rapports ordinaires et confiance dans l'État

Le dossier comporte 8 pages numérotées de 1 à 8

Document 1 : La confiance dans les institutions étatiques selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)	2
Document 2 : La confiance dans les institutions étatiques selon l'âge (en %)	3
Document 3 : Rapports aux procédures au tribunal des affaires familiales selon les positions professionnelles des ex-conjoint.es	4
Document 4 : Répartition de la population de référence et de la population contrôlée par la police selon l'origine apparente dans cinq lieux parisiens	5
Document 5 : Le remplissage de la déclaration d'impôt au sein des couples	6
Document 6 : Caractéristiques sociales des personnes vaccinées et non vaccinées contre le Covid à l'été 2021 (en % de ligne)	7
Document 7 : Un rapport instrumental à l'État chez les classes supérieures du privé	8

Document 1 : La confiance dans les institutions étatiques selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)

	Police		Services fiscaux		Justice	
	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas
Cadres et prof. intel. supérieures	83	2	80	2	59	2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	81	2	77	2	57	4
Agriculteurs exploitants	86	0	73	0	58	0
Professions intermédiaires	79	2	72	1	48	3
Employés	80	2	61	4	47	3
Ouvriers	73	4	64	4	48	5
Ensemble	78	2	67	3	50	3

Source : Alexis Spire, « La confiance dans l'État : une relation pratique et symbolique », 2020.

Document 2 : La confiance dans les institutions étatiques selon l'âge (en %)

	Police		Services fiscaux		Justice	
	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas	Tout à fait ou plutôt confiance	Ne sait pas
Moins de 29 ans	67	2	51	10	46	3
De 30 à 39 ans	73	2	54	2	42	3
De 40 à 49 ans	82	2	68	3	54	1
De 50 à 59 ans	79	4	75	2	51	4
Plus de 60 ans	85	2	80	1	54	3

Source : Alexis Spire, « La confiance dans l'État : une relation pratique et symbolique », 2020.

Document 3 : Rapports aux procédures au tribunal des affaires familiales selon les positions professionnelles des ex-conjoint.es

Variables	Modalités	Homogamie ou faible hétérogamie			Forte hétérogamie		Homme actif Femme inactive	Deux inactifs	Autre ou non renseigné	Ensemble
		Dominante cadre	Dominante intermédiaire	Dominante populaire	Femme cadre avec employé ou ouvrier	Homme cadre avec employée ou ouvrière				
Part de l'échantillon		21	13,7	25,5	2,1	4,2	10,0	1,8	21,6	100
Part ayant au moins un enfant mineur		68,9	80,1	71,1	63,6	65,5	79,2	77,1	69,9	72,1
Durée requête – première décision (jours)		134	170	163	157	141	196	171	158	162
Procédures	CM *	47,0	32,6	30,0	41,8	33,6	18,1	18,8	22,6	31,3
	DC *	17,9	16,3	27,7	21,8	21,8	27,4	31,3	18,9	21,8
	HD *	35,1	51,5	42,3	36,4	44,5	54,4	50,0	58,5	46,8
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Justiciable(s) ayant déposé la requête	Homme seul	17	23,9	19,7	27,3	14,5	25,1	27,1	29,4	22,4
	Femme seule	29,6	37,9	46,7	25,5	47,3	54,8	54,2	43,1	41,6
	Requête conjointe	53,4	38,2	33,6	47,3	38,2	20,1	18,8	27,2	35,9
	Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Part des justiciables présent·e·s à l'audience	Femme	97,3	95,0	97,3	95,8	97,9	94,5	99,1	87,9	94,4
	Homme	96,5	91,0	89,6	100,0	90,0	85,3	81,3	81,7	89,2
Part des justiciables ayant un·e avocat·e	Femme	86,5	72,8	78,8	85,5	79,1	83,8	85,4	71,9	78,9
	Homme	82,8	65,2	66,6	85,5	74,5	61,4	64,6	62,3	69,1

* CM = divorce par consentement mutuel ; DC = divorce contentieux ; HD = procédures hors divorce.

Source : Émilie Biland *et al.*, « La classe, le genre, le territoire : les inégalités procédurales dans la justice familiale », *Droit et société*, 2020.

Document 4 : Répartition de la population de référence et de la population contrôlée par la police selon l'origine apparente dans cinq lieux parisiens

Population de référence					
Lieux d'observation	Effectifs	Répartition par origine apparente (%)			
		Blancs	Noirs	Maghrébins	Autres
GDN Station	8008	70,6	15,3	8,7	5,5
GDN RER	8496	42,7	32,1	14,8	10,5
GDN Thalys	3726	86,4	7,0	2,8	3,8
Châtelet Station	9409	52,1	27,9	11,1	8,8
Châtelet Innocents	7687	54,8	22,7	14,3	8,2

Population contrôlée					
Lieux d'observation	Effectifs	Répartition par origine apparente (%)			
		Blancs	Noirs	Maghrébins	Autres
GDN Station	123	17,9	26,0	29,3	26,8
GDN RER	129	20,2	50,4	12,4	17,1
GDN Thalys	121	52,1	23,1	9,9	14,9
Châtelet Station	68	8,8	54,4	27,9	8,8
Châtelet Innocents	83	28,9	47,0	22,9	1,2

Note 1 : GDN Station = hall principal gare du Nord ; GDN RER = terminal souterrain gare du Nord pour le réseau ferré RER et les trains de banlieue ; GDN Thalys = quais de la gare du Nord pour les trains d'Amsterdam, Bruxelles et Cologne ; Châtelet Station = l'échangeur de la station de métro et RER Châtelet-les-Halles ; Châtelet Innocents = place de la fontaine des Innocents entre la station Châtelet et le centre commercial des Halles.

Note 2 : L'origine apparente est déterminée par les observateurs chargés de l'enquête.

Note 3 : La population de référence est déterminée par comptages lors de sessions d'observation des lieux pendant cinq mois.

Source : Fabien Jobard *et al.*, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, 2012.

Document 5 : Le remplissage de la déclaration d'impôt au sein des couples

Déclaration remplie par :	La femme	L'homme	Les deux	Un parent, ami ou voisin	Un professionnel
Couples de deux conjoints de classes populaires	50 %	37 %	8 %	4 %	1 %
Couples hétérogames avec femme de classes populaires et homme de classes moyennes ou supérieures	48 %	32 %	11 %	3 %	6 %
Couples deux conjoints de classes moyennes	33 %	48 %	8 %	0 %	11 %
Couples de deux conjoints de classes supérieures	24 %	64 %	10 %	0 %	2 %
Ensemble des couples	40 %	46 %	8 %	2 %	4 %

Source : Alexis Spire, *Résistance à l'impôt, attachement à l'État*, 2018.

Document 6 : Caractéristiques sociales des personnes vaccinées et non vaccinées contre le Covid à l'été 2021 (en % de ligne)

	A reçu au moins une dose	N'a pas reçu de dose		
		Ne souhaite pas se faire vacciner	A l'intention de se faire vacciner	Ne sait pas encore
Total	72,2	8,1	9,8	9,8
Niveau de diplôme				
Sans diplôme	69,8	9,2	10,1	10,9
Niveau primaire ou Brevet	78,5	5,8	7,8	7,8
CAP ou BEP	71,8	9,0	9,4	9,7
Baccalauréat	66,0	10,3	12,1	11,6
Bac+2 à Bac+4	72,2	7,7	9,7	10,4
Bac+5 ou plus	79,2	5,0	8,8	6,9
Professions et catégories socioprofessionnelles				
Agriculteurs	77,3	5,8	9,8	7,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	75,9	8,1	8,2	7,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	83,1	4,4	6,9	5,6
Professions intermédiaires	74,8	7,6	8,9	8,6
Employés	70,6	8,6	10,0	10,8
Ouvriers	64,8	10,7	11,7	12,8
Étudiants	53,8	10,9	19,4	16,0
N'a jamais travaillé	65,7	11,0	11,0	12,3
Niveau de vie				
D1	54,8	13,8	14,5	16,9
D2-D3	62,7	11,3	12,5	13,6
D4-D5	69,9	8,4	10,9	10,8
D6-D7	75,3	7,6	8,5	8,5
D8-D9	81,9	4,9	6,8	6,5
D10	87,6	3,0	5,6	3,8
Origine géographique				
Ni immigrés ou descendants d'immigrés ni natifs ou descendants de DROM	74,5	7,8	9,1	8,6
Natifs ou descendants de DROM	56,2	14,2	14,0	15,5
Descendants d'immigrés - UE	75,6	7,1	8,7	8,5
Descendants d'immigrés - hors UE	52,5	12,8	15,5	19,3
Immigrés UE	76,3	7,0	8,5	8,2
Immigrés hors UE	59,1	7,4	16,4	17,2
Manquant	62,4	12,9	9,7	15,0
Vit dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)				
Non	73,4	7,8	9,5	9,2
Oui	55,4	12,1	14,2	18,2
Confiance envers le gouvernement pour limiter la propagation du virus				
Oui, tout à fait	85,0	1,9	8,3	4,8
Oui, plutôt	80,5	2,8	9,5	7,2
Non, plutôt pas	65,2	9,3	11,3	14,2
Non, pas du tout	51,1	25,0	10,1	13,8
Vous ne savez pas	70,5	4,9	4,7	19,9
Confiance envers les scientifiques pour limiter la propagation du virus				
Oui, tout à fait	83,5	2,3	9,0	5,1
Oui, plutôt	70,8	7,3	10,5	11,3
Non, plutôt pas	45,2	25,8	9,7	19,3
Non, pas du tout	34,3	41,9	7,9	15,9
Vous ne savez pas	60,8	10,0	9,8	19,4

Lecture : À l'été 2021, 69,8 % des personnes sans diplôme avaient reçu au moins une dose de vaccin contre le Covid.

Source : Inserm-Drees, enquête EpiCov.

Document 7 : Un rapport instrumental à l'État chez les classes supérieures du privé

La littérature sur les classes supérieures, souvent focalisée sur leurs franges les plus dominantes, a tendance à insister sur la forte homogénéité et sur la mobilisation de ces groupes pour la défense de leurs intérêts sociaux. Cela conduit à dresser le portrait d'une classe continuellement mobilisée dans ses rapports à l'État. Dans cette perspective, les classes supérieures entretiendraient un rapport instrumental aux institutions publiques en toutes situations et leurs dispositions en la matière seraient homogènes. Pour peu nuancée qu'elle soit, une telle vision renvoie à une configuration singulière de rapports aux institutions publiques, effectivement observable dans certaines régions supérieures de l'espace social mais sans pour autant constituer la seule modalité du rapport à l'État dans ces milieux. Dans notre enquête, Julia et Norbert Delamotte sont sans doute les cas les plus proches d'un rapport instrumental et maîtrisé à l'école dont on trouve des traces plus larges dans leur rapport à l'État, et qui semble caractéristique du pôle économique et privé des classes supérieures. Leurs dispositions à l'égard des différentes institutions publiques apparaissent homogènes et leurs pratiques de l'État se révèlent convergentes sous le rapport de la recherche systématique d'une maximisation de leurs intérêts sociaux. Âgés de 44 ans au début de l'enquête, Julia et Norbert sont deux cadres supérieurs du privé. Julia travaille dans un grand groupe d'assurance et gagne près de 6000 euros nets mensuels, Norbert dirige un service de ressources humaines au sein d'une banque internationale, évoquant un salaire annuel de « 110 K par an » (soit autour de 9200 euros mensuels). Julia est issue d'une famille de la bourgeoisie (père chef d'entreprise, mère au foyer) catholique parisienne (elle a grandi dans le 15^e arrondissement, où elle a fréquenté des écoles privées), tout comme Norbert (deux parents médecins, il a alterné entre des établissements publics et privés du 9^e arr.). [...] Le couple encadre fortement la scolarité de leurs jumeaux. Ils ont recruté dès le CP une étudiante (« qui a de bons résultats scolaires et a fait une prépa, ça c'était important pour les méthodes de travail ») pour les récupérer à la sortie et les assister dans les devoirs. Ils entretiennent plus généralement un rapport élitiste à l'institution et aux savoirs scolaires, associé à une forme de défiance à l'égard de l'école publique. Ils ont inscrit leurs enfants dans un collège privé catholique et élitiste du 6^e arrondissement parisien ; ils déclarent vouloir les orienter vers des formations comme des métiers du privé, internationaux (les enfants prennent des cours particuliers d'anglais depuis qu'ils ont 5 ans) et rémunérateurs. Ils estiment que l'école privée « permet de mieux progresser », que l'école d'État « c'est souvent une poubelle ». [...] Julia et Robert estiment par ailleurs payer « beaucoup trop d'impôts », même si là aussi leur rapport à l'institution fiscale est instrumental. En 2016, ils ont consulté un avocat fiscaliste pour « optimiser [leur] imposition » et échapper à l'impôt sur la fortune. [...] Au-delà de l'impôt, ces enquêtés échappent à l'État dès qu'ils le peuvent. En matière de soin, ils évitent l'hôpital public (lui préférant une clinique privée « où la famille de Norbert a ses habitudes ») ; ils ne recourent qu'à des médecins non conventionnés et recommandés par des proches. S'ils n'entretiennent guère de relations pratiques avec la police, ils ont volontiers un discours critique sur ses agents, comme plus largement sur les fonctionnaires. De même, la justice prud'homale est fortement décriée par Norbert lorsqu'il évoque ses expériences professionnelles. [...] Leur posture défiante à l'égard des diverses institutions publiques ayant émergé au fil de l'enquête (école, impôts, hôpital, police, justice du travail) apparaît relativement convergente avec leurs orientations politiques, qu'ils déclarent à droite. Norbert renouvelle chaque année depuis 2012 son adhésion à « Les Républicains » (LR) sans participer à aucune activité partisane. Et cela n'empêche aucunement le couple de voter pour E. Macron au second tour en 2017 (pour F. Fillon au premier) et pour LREM aux élections européennes de 2019.

Source : Lorenzo Barrault-Stella, Cédric Hugrée, « Maîtriser l'école, instrumentaliser l'État ? », *Politix*, 2020.